

20	01/06/1999	435.057.866	13	BEF
NAT.	Date du dépôt	N°	P.	D.

99131.0717 A 1.

# C O M P T E S A N N U E L S E N F R A N C S

RAISON OU DENOMINATION SOCIALE : SUZANNE PARALLELE

Forme juridique : SOCIETE PRIVEE A RESPONSABILITE LIMITEE  
 Adresse : rue BROGNIEZ, N° : 58 Bte :  
 Code postal : 1070 Commune : BRUXELLES  
 Registre : RC Greffe de : BRUXELLES N° : 010620058

Numéro de TVA ou numéro national ! 435.057.866 !

DATE ! 26/08/1988 ! du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTE ANNUEL approuvé par l'assemblée générale du ! 03/05/1999 !  
 et relatifs à l'exercice couvrant la période du ! 01/02/1998 ! au ! 31/01/1999 !  
 Exercice précédent du ! 01/02/1997 ! au ! 31/01/1998 !

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement : oui

LISTE COMPLETE avec nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise des ADMINISTRATEURS, GERANTS ET COMMISSAIRES

- JUZENKA	HELENE	GERANT
COMMERCE		
AVENUE BLONDEN	7	
4000 LIEGE		BELGIQUE

Nombre total de pages déposées : 13  
 Numéros des pages du document normalisé non déposées parce que sans objet : 6, 7, 11,  
 13

Les présents comptes annuels ont été déposés sur support informatique conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 11/01/1993 et satisfont aux contrôles prévus.



## 1. BILAN APRES REPARTITION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>A C T I F</b>			
<b>ACTIFS IMMOBILISES</b>	20/28		
I. Frais d'établissement . . . . .	20		
II. Immobilisations incorporelles (annexe I, A) . . . . .	21		
III. Immobilisations corporelles (ann. I, B) . . . . .	22/27		
A. Terrains et constructions . . . . .	22		
B. Installations, machines et outillage . . . . .	23		
C. Mobilier et matériel roulant . . . . .	24		
D. Location-financement et droits similaires . . . . .	25		
E. Autres immobilisations corporelles . . . . .	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés . . . . .	27		
IV. Immobilisations financières (ann. I, C et II) . . . . .	28		
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	29/58	899.857	4.228.222
V. Créances à plus d'un an . . . . .	29		
A. Créances commerciales . . . . .	290		
B. Autres créances . . . . .	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution . . . . .	3	458.821	3.023.452
A. Stocks . . . . .	30/36	458.821	3.023.452
B. Commandes en cours d'exécution . . . . .	37		
VII. Créances à un an au plus . . . . .	40/41	367.231	172.554
A. Créances commerciales . . . . .	40	364.754	172.345
B. Autres créances . . . . .	41	2.477	209
VIII. Placements de trésorerie (ann. II) . . . . .	50/53		
IX. Valeurs disponibles . . . . .	54/58	73.805	1.023.241
X. Comptes de régularisation . . . . .	490/1		8.975
<b>T O T A L D E L' A C T I F</b>	20/58	899.857	4.228.222

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>P A S S I F</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	10/15	( 313.199)	( 134.112)
I. Capital (ann. III)	10	750.000	750.000
A. Capital souscrit	100	750.000	750.000
B. Capital non appelé	101	( )	( )
II. Primes d'émission	11		
III. Plus-values de réévaluation	12		
IV. Réserves	13	85.821	85.821
A. Réserve légale	130	72.000	72.000
B. Réserves indisponibles	131		
1. Pour actions propres	1310		
2. Autres	1311		
C. Réserves immunisées	132		
D. Réserves disponibles	133	13.821	13.821
V. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée	141	( 1.149.020)	( 969.933)
VI. Subsidés en capital	15		
<b>PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES</b>	16		
VII. A. Provisions pour risques et charges (ann. IV)	160/5		
B. Impôts différés	168		
<b>DETTES</b>	17/49	1.213.056	4.362.334
VIII. Dettes à plus d'un an (ann. V)	17	1.150.000	500.000
A. Dettes financières	170/4		
1. Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées	172/3		
2. Autres emprunts	174/0		
B. Dettes commerciales	175		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	1.150.000	500.000
IX. Dettes à un an au plus (ann. V)	42/48	63.056	3.862.334
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42		
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44		3.538.798
1. Fournisseurs	440/4		3.538.798
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	59.029	323.536
1. Impôts	450/3		114.592
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	59.029	208.944
F. Autres dettes	47/48	4.027	
X. Comptes de régularisation	492/3		
<b>T O T A L D U P A S S I F</b>	10/49	899.857	4.228.222

	Codes	Exercice	Exercice précédent
2. COMPTE DE RESULTATS			
I. Produits et charges d'exploitation			
Mentions facultatives :			
Chiffre d'affaires . . . . .	70	5.909.033	1.670.543
Approvisionnements, marchandises; services et biens divers . . . . .	60/61	5.086.082	1.375.910
A.B. Marge brute d'exploitation (solde positif) . . .	70/61	822.951	294.633
Marge brute d'exploitation (solde négatif) (-) . .	61/70	( )	( )
C. Rémunérations, charges sociales et pensions (ann. VI, 2) . . . . . (-)	62	( 926.292)	( 887.974)
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles . . . . . (-)	630	( )	( )
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations -, reprises +) . . . . .	631/4		
F. Provisions pour risques et charges (dotations -, utilisations et reprises +) . . . .	635/7		
G. Autres charges d'exploitation . . . . . (-)	640/8	( 81.221)	( 12.500)
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration . . . . . (+)	649		
Bénéfice d'exploitation . . . . . (+)	70/64		
Perte d'exploitation . . . . . (-)	64/70	( 184.562)	( 605.841)
II. Produits financiers . . . . .	75	16.821	1.828
Charges financières . . . . . (-)	65	( 11.346)	( 4.965)
Bénéfice courant avant impôts . . . . . (+)	70/65		
Perte courante avant impôts . . . . . (-)	65/70	( 179.087)	( 608.978)
III. Produits exceptionnels . . . . .	76		
Charges exceptionnelles . . . . . (-)	66		
Bénéfice de l'exercice avant impôts . . . . . (+)	70/66		
Perte de l'exercice avant impôts . . . . . (-)	66/70	( 179.087)	( 608.978)
IIIBis. Prélèvements sur les impôts différés . . . . . (+)	780		
Transferts aux impôts différés . . . . . (-)	680	( )	( )
IV. Impôts sur le résultat . . . . . (-) (+)	67/77		
Bénéfice de l'exercice . . . . . (+)	70/67		
Perte de l'exercice . . . . . (-)	67/70	( 179.087)	( 608.978)
V. Prélèvements sur les réserves immunisées . . . . . (+)	789		
Transferts aux réserves immunisées . . . . . (-)	689	( )	( )
Bénéfice de l'exercice à affecter . . . . . (+)	70/68		
Perte de l'exercice à affecter . . . . . (-)	68/70	( 179.087)	( 608.978)

	Codes	Exercice	Exercice précédent
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS			
A. Bénéfice à affecter . . . . .	70/69		
Perte à affecter . . . . . (-)	69/70	( 1.149.020)	( 969.933)
1. Bénéfice de l'exercice à affecter . . . . .	70/68		
Perte de l'exercice à affecter . . . . . (-)	68/70	( 179.087)	( 608.978)
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent . . . . .	790		
Perte reportée de l'exercice précédent . . . . . (-)	690	( 969.933)	( 360.955)
B. Prélèvements sur les capitaux propres . . . . .	791/2		
C. Affectations aux capitaux propres . . . . . (-)	691/2	( )	( )
1. au capital et aux primes d'émission . . . . .	691		
2. à la réserve légale . . . . .	6920		
3. aux autres réserves . . . . .	6921		
D. 1. Bénéfice à reporter . . . . . (-)	693	( )	( )
2. Perte à reporter . . . . .	793	1.149.020	969.933
E. Intervention d'associés (ou du propriétaire) dans la perte . . . . .	794		
F. Bénéfice à distribuer . . . . . (-)	694/6	( )	( )
1. Rémunération du capital . . . . .	694		
2. Administrateurs ou gérants . . . . .	695		
3. Autres allocataires . . . . .	696		



## IV. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ventilation de la rubrique 160/5 du passif si celle-ci représente un montant important.

Exercice

## V. ETAT DES DETTES

## A. VENTILATION DES DETTES A L'ORIGINE A PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DUREE RESIDUELLE

DETTEES			
Code	1. échéant dans l'année	2. ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	3. ayant plus de 5 ans à courir
	(rubrique 42)	(rubrique 17)	
TOTAL . . . . .	891	1.150.000	

## B. DETTES GARANTIES

(comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)

DETTEES (OU PARTIE DES DETTEES) GARANTIES PAR			
Codes	1. les pouvoirs publics belges	2. des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise	
DETTEES FINANCIERES . . . . .	892		
1. Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées . . . . .	89		
2. Autres emprunts . . . . .	90		
DETTEES COMMERCIALES . . . . .	898		
1. Fournisseurs . . . . .	899		
2. Effets à payer . . . . .	900		
ACOMPTEES RECUS SUR COMMANDES . . . . .	901		
DETTEES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES . . . . .	902		
1. Impôts . . . . .	903	xxxxxxxxxxxxx	
2. Rémunérations et charges sociales . . . . .	904		
AUTRES DETTEES . . . . .	905		
TOTAL . . . . .	906		

## C. DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES (rubrique 45 du passif)

Dettes ECHUES envers

a) des administrations fiscales . . . . . 9072  
b) l'Office National de Sécurité Sociale . . . . . 9076

Codes Exercice



## VI. PERSONNEL ET FRAIS DE PERSONNEL

	Codes	Exercice	Exercice précédent
1. TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL			
a) Nombre total à la date de clôture . . . . .	9086		1
b) Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein . . . . .	9087	0,5	0,5
c) Nombre effectif d'heures prestées . . . . .	9088	1.125	896
2. FRAIS DE PERSONNEL (rubrique 62)			
a) Rémunérations et avantages sociaux directs . . . . .	620	783.615	591.318
b) Cotisations patronales d'assurances sociales . . . . .	621	219.923	198.867
c) Primes patronales pour assurances extralégales . . . . .	622		
d) Autres frais de personnel . . . . .	623	( 77.246)	97.789
e) Pensions . . . . .	624		
VII. RESULTATS FINANCIERS			
A. Subsidés accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats (rubrique 75)			
. en capital . . . . .	9125		
. en intérêts . . . . .	9126		
B. Intérêts portés à l'actif . . . . .	6503		
C. Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances (effets de commerce, factures et autres créances) . . . . .	653		
D. Montant, par solde, des provisions à caractère financier constituées (+), utilisées et reprises (-) . . . . .	656		

## VIII.DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Codes	Exercice
GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUEES OU IRREVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE		
POUR SURETE DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS . . . . .	9149	
Dont : Effets de commerce cédés par l'entreprise sous son endos . . . . .	9150	

	Codes	Exercice
GARANTIES REELLES CONSTITUEES OU IRREVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE SUR SES ACTIFS PROPRES		
POUR SURETE DE DETTES ET ENGAGEMENTS . . . . .	1.	DE L'ENTREPRISE
	2.	DE TIERS
. Hypothèques :		
.. valeur comptable des immeubles grevés . . . . .	916	
.. montant de l'inscription . . . . .	917	
. Gage sur fonds de commerce :		
.. montant de l'inscription . . . . .	918	
. Gages sur d'autres actifs :		
.. valeur comptable des actifs gagés . . . . .	919	
. Sûretés constituées		
sur actifs futurs :		
.. montant des actifs en cause . . . . .	920	

LITIGES IMPORTANTS ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS :

## 4. BILAN SOCIAL

Le cas échéant, le numéro sous lequel l'entreprise est inscrite à  
l'Office National de Sécurité Sociale (numéro ONSS) : 000114192958

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise : 215

## I. TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL

	! Codes !	!1. Temps plein !	!2. Temps partiel !	!3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice) !	!4. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice précédent) !
A. Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent	!	!	!	!	!
Nombre moyen de travailleurs.	100	0,5		0,5(ETP)	0,5(ETP)
Nombre effectif d'heures prestées . . . . .	101	1.125		1.125 (T)	896 (T)
Frais de personnel . . . . .	102	926.292		926.292 (T)	1.125.000 (T)

	! Codes !	!1. Temps plein !	!2. Temps partiel !	!3. Total en équivalents temps plein !
B. A la date de clôture de l'exercice	!	!	!	!
a. Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel . . . . .	105			
b. Par type de contrat de travail	!	!	!	!
Contrat à durée indéterminée . . . . .	110			
Contrat à durée déterminée . . . . .	111			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini . . . . .	112			
Contrat de remplacement . . . . .	113			
c. Par sexe	!	!	!	!
Hommes . . . . .	120			
Femmes . . . . .	121			
d. Par catégorie professionnelle	!	!	!	!
Personnel de direction . . . . .	130			
Employés . . . . .	134			
Ouvriers . . . . .	132			
Autres . . . . .	133			

## II. TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

	! Codes !	!1. Temps plein !	!2. Temps partiel !	!3. Total en équivalents temps plein !
A. ENTREES	!	!	!	!
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice . . . . .	205			
B. SORTIES	!	!	!	!
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice . . . . .	305	1		1

R E S U M E D E S R E G L E S D ' E V A L U A T I O N

I. PRINCIPES GENERAUX

Les règles d'évaluation sont établies conformément aux dispositions du chapitre II de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises.

En vue d'assurer l'image fidèle, il a été dérogé aux règles d'évaluation prévues dans cet arrêté dans les cas exceptionnels suivants :

Ces dérogations se justifient comme suit :

Ces dérogations influencent de la façon suivante le patrimoine, la situation financière et le résultat avant impôts de l'entreprise :

Les règles d'évaluation n'ont pas été modifiées dans leur énoncé ou leur application par rapport à l'exercice précédent; dans l'affirmative, la modification concerne :

et influence [positivement] [négativement] le résultat de l'exercice avant impôts à concurrence de BEF.

Le compte de résultats [a] [n'a pas] été influencé de façon importante par des produits ou des charges imputables à un exercice antérieur; dans l'affirmative, ces résultats concernent :

Les chiffres de l'exercice ne sont pas comparables à ceux de l'exercice précédent en raison du fait suivant :

[Pour que la comparaison soit possible, les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés sur les points suivants :]  
[Pour comparer les comptes des deux exercices, il faut tenir compte des éléments suivants :]

A défaut de critères objectifs, l'estimation des risques prévisibles, des pertes éventuelles et des dépréciations mentionnés ci-dessous, est inévitablement aléatoire :

Autres informations requises pour que les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'entreprise :

II. REGLES PARTICULIERES

FRAIS D'ETABLISSEMENT :

Les frais d'établissement sont immédiatement pris en charge sauf les frais suivants qui sont portés à l'actif :

-----  
! N° NAT. ! 435.057.866 !

99131.0728

-----  
! A 15. !

FRAIS DE RESTRUCTURATION

Au cours de l'exercice, des frais de restructuration n'ont pas été portés à l'actif; dans l'affirmative, cette inscription à l'actif se justifie comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :

Le montant à l'actif des immobilisations incorporelles comprend BEF de frais de recherche et de développement. La durée d'amortissement de ces frais et du goodwill [est] [n'est pas] supérieure à 5 ans; dans l'affirmative, cette durée se justifie comme suit :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES :

Des immobilisations corporelles [ont] [n'ont pas] été réévaluées durant l'exercice; dans l'affirmative, cette réévaluation se justifie comme suit:

AMORTISSEMENTS ACTES PENDANT L'EXERCICE :

Actifs	Méthode	Base	Taux en %	
	L (linéaire)	NR (non réévaluée)	Principal	Frais accessoires
	D (dégressive)	R (réévaluée)	Min - Max	Min - Max
	A (autres)			
1. Frais d'établissement			-	-
			-	-
			-	-
2. Immobilisations incorporelles			-	-
			-	-
			-	-
3. Bâtiments industriels, administratifs ou commerciaux			-	-
			-	-
			-	-
4. Installations, machines et outillage			-	-
			-	-
			-	-
5. Matériel roulant			-	-
			-	-
			-	-
6. Matériel de bureau et mobilier			-	-
			-	-
			-	-
7. Autres immobilisations corporelles			-	-
			-	-
			-	-

Excédent des amortissements accélérés pratiqués, déductibles fiscalement, par rapport aux amortissements économiquement justifiés :

- montant pour l'exercice : BEF.
- montant cumulé pour les immobilisations acquises à partir de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983 : BEF.

-----  
! N° NAT. ! 435.057.866 !  
-----

99131.0729 ! A 16. !

IMMOBILISATIONS FINANCIERES :

Des participations n'ont pas été réévaluées durant l'exercice; dans l'affirmative, cette réévaluation se justifie comme suit :

STOCKS :

Les stocks sont évalués à leur VALEUR D'ACQUISITION calculée selon la méthode (à mentionner) du prix moyen pondéré, Fifo, Lifo, d'individualisation du prix de chaque élément, ou à la VALEUR DE MARCHE si elle est inférieure :

1. Approvisionnements :

2. En-cours de fabrication - produits finis :

3. Marchandises : INDIVIDUALISATION DU PRIX DE CHAQUE ELEMENT

4. Immeubles destinés à la vente :

FABRICATIONS :

- Le coût de revient des fabrications [inclut] [n'inclut pas] les frais indirects de production.  
- Le coût de revient des fabrications à plus d'un an [inclut] [n'inclut pas] des charges financières afférentes aux capitaux empruntés pour les financer.

En fin d'exercice, la valeur de marché du total des stocks dépasse d'environ % leur valeur comptable.  
(Ce renseignement ne doit être mentionné que si l'écart est important).

COMMANDES EN COURS D'EXECUTION :

Les commandes en cours sont évaluées [au coût de revient] [au coût de revient majoré d'une quotité du résultat selon l'avancement des travaux].

DETTES :

Le passif comporte des dettes à long terme, non productives d'intérêt ou assorties d'un taux d'intérêt anormalement faible : dans l'affirmative, ces dettes ne font pas l'objet d'un escompte porté à l'actif.

DEVISES :

Les avoirs, dettes et engagements libellés en devises sont convertis en BEF sur les bases suivantes :

Les écarts de conversion des devises sont traités comme suit dans les comptes annuels :

CONVENTIONS DE LOCATION-FINANCEMENT :

Pour les droits d'usage résultant de conventions de location-financement qui n'ont pas été portés à l'actif (article 46 bis, § 3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976), les redevances et loyers relatifs aux locations-financement de biens immobiliers et afférents à l'exercice se sont élevés à BEF.